

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 17 novembre 2025

Fait marquant

Le Royaume-Uni présente sa nouvelle stratégie pour les métaux critiques

Le Royaume-Uni a publié le 23 novembre sa nouvelle stratégie pour les métaux critiques à 10 ans, intitulée *Vision 2035*. Cette dernière s'inscrit dans la lignée de l'*Industrial Strategy* publiée en juin 2025, en tant que composante clé des chaînes de valeurs des secteurs prioritaires ainsi que gisement potentiel de croissance.

La stratégie énonce trois objectifs principaux : renforcer la production interne pour atteindre 10 % de la consommation de métaux critiques, soutenir les filières de recyclage pour atteindre 20 % de la demande, et diversifier les approvisionnements en faisant qu'aucun métal ne soit fourni à plus de 60 % par un seul pays.

La stratégie se décline dès lors en deux objectifs : renforcer la production interne et développer les réseaux d'approvisionnements mondiaux à travers la diplomatie économique.

Sur la production, le gouvernement cible notamment le lithium (objectif de 50 000 tonnes / an en 2035). Une enveloppe de soutien aux capacités de production et de raffinage de métaux d'un montant de 50 M£ est annoncée. Ces mesures doivent également permettre d'encourager la croissance dans des régions plus isolées du pays et qui accueillent d'importantes réserves de minéraux (lithium et tungstène dans les Cornouailles, nickel et cobalt dans l'Aberdeenshire, tellurium et antimoine dans le Mid-Tyrone).

La stratégie présente également plusieurs outils de soutien aux entreprises du secteur (dont certains existaient déjà). Elle évoque notamment des actions sur les prix de l'énergie (*British Industrial Competitiveness Scheme*), l'agrégation de la demande ou l'obtention des permis miniers. Le gouvernement introduit également une liste de *growth minerals*, en plus de l'évaluation de criticité réalisée par le CMIC (Critical Minerals Intelligence Centre), afin de pouvoir élargir le soutien à des métaux de forte importance économique (tel le beryllium ou le cuivre).

Energie-climat

Une très légère hausse des factures d'énergie attendue au 1^{er} trimestre 2026

L'[Ofgem](#) a annoncé une hausse de 0,2 % du plafond des factures d'énergie pour le 1^{er} trimestre 2026, par rapport au 4^{ème} trimestre 2025, portant à 1 758 £ la facture annuelle moyenne d'un ménage-type. Cette légère hausse s'explique par la hausse des charges liées aux politiques publiques (construction de la centrale de Sizewell C, Warm Home Discount...). Les factures devraient à nouveau augmenter au 2^{ème} trimestre 2026 du fait de la hausse des tarifs d'utilisation des réseaux.

Environnement

Les projets de logement à proximité des gares seront approuvés « par défaut » par les autorités locales

Le [ministre chargé du logement](#) a annoncé que les projets de logements prévus à proximité des gares seront approuvés « par défaut », sous réserve du respect de certaines conditions. Cette annonce s'inscrit dans le prolongement du lancement de l'entreprise Platform4, qui a pour objectif de construire 40 000 logements sur des friches situées à proximité de certaines gares.

Le gouvernement a également annoncé que les autorités locales devront informer le ministre de leur intention de rejeter la demande d'autorisation d'urbanisme pour les projets de logement au-delà d'une certaine taille, afin de permettre à celui-ci d'outrepasser la décision de refus le cas échéant.

Transports

Getlink annonce le gel de ses investissements au Royaume-Uni

Getlink, opérateur du tunnel sous la Manche, a annoncé la suspension de tous ses futurs investissements ferroviaires au Royaume-Uni en raison d'une hausse prévue de ses taxes foncières (*business rates*), qui devraient tripler à compter d'avril 2026 (de 22 à 65M£). Les projets gelés incluent notamment la réouverture d'un terminal de fret à Barking et d'un service direct de fret entre Lille et le Royaume-Uni.

Getlink a averti qu'elle serait contrainte de répercuter cette hausse d'impôts sur les opérateurs ferroviaires comme Eurostar et, prochainement, Virgin Trains, ce qui pourrait entraîner une hausse des tarifs et des retards dans l'ouverture de nouvelles lignes.

Eurotunnel maintient toutefois un projet d'investissement déjà lancé de 90M£ pour augmenter le nombre de trains pouvant circuler dans le tunnel.

Le lancement d'un train Oxford – Milton Keynes retardé par un conflit social sur la sécurité des trains

Le lancement des services de passagers sur la nouvelle ligne East West Rail, entre Oxford et Milton Keynes, a été reportée à 2026 en raison d'un conflit social sur la sécurité des trains. Bien que les infrastructures et les voies soient terminées, et que des trains de passagers aient été loués, aucune date de mise en service n'a été confirmée.

Le principal obstacle est un conflit avec les syndicats sur la présence de contrôleurs à bord. Chiltern Railways souhaiterait exploiter certains trains sans personnel supplémentaire, ce que les syndicats RMT et Aslef refusent pour des raisons de sécurité, à la suite notamment de l'attaque au couteau du 1er novembre. La ligne fait partie du corridor Oxford-Cambridge, projet stratégique pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois dans la région.

Industrie

Le gouvernement amorce la revente de British Steel

Le gouvernement britannique prévoit de lancer un processus de vente de British Steel, dont il a pris le contrôle en avril afin d'éviter la fermeture de l'aciérie de Scunthorpe par son propriétaire chinois Jingye, et la perte de 3 500 emplois. Depuis la prise de contrôle, l'État a investi 274 millions de livres pour couvrir les salaires, les matières premières et les factures des fournisseurs.

Le gouvernement souhaite désormais trouver un acheteur privé pour l'entreprise, bien que le processus de vente n'en soit encore qu'à ses débuts. Les repreneurs potentiels pourraient bénéficier de subventions importantes de l'État, alors que l'entreprise accusait des pertes de 700 000£ par jour au moment de sa mise sous tutelle.

Le groupe Jingye, toujours propriétaire officiel de l'usine, revendique par ailleurs une indemnisation dépassant 1 Md£, et l'ouverture par le gouvernement du processus de vente pourrait venir gripper ces négociations.

Pour mémoire, la vente de British Steel se déroule dans un contexte difficile pour l'industrie de l'acier, marqué par des surcapacités mondiales, des tensions tarifaires et des coûts énergétiques élevés au Royaume-Uni.

L'usine de Scunthorpe a une histoire mouvementée : après avoir été rachetée pour seulement 1£ par le fonds Greybull Capital en 2016, elle a fait faillite en 2019 avant d'être reprise par Jingye en 2020 pour environ 50M£, avec un plan d'investissement de 1,2 Md£ visant à moderniser et décarboner la production. Jingye avait annoncé fermer l'usine en raison notamment de l'insuffisance des subventions accordées par le gouvernement pour cette transformation.

Le Royaume-Uni signe plusieurs contrats internationaux pour son industrie navale et aéronautique

Le Royaume-Uni et l'Indonésie ont conclu un partenariat représentant des commandes de 4 Md£ pour l'industrie navale britannique afin de participer à la modernisation des capacités navales et la flotte de pêche indonésienne. Cet accord, porté par l'entreprise britannique Babcock, devrait permettre de sécuriser mille emplois au Royaume-Uni, principalement dans les chantiers navals de Rosyth, Bristol et Plymouth.

Les navires seront construits en Indonésie avec une expertise technique britannique. Le programme vise également à soutenir la sécurité maritime, la protection des routes commerciales, et à améliorer la sécurité alimentaire indonésienne en modernisant plus d'un millier de bateaux de pêche.

Ce contrat s'ajoute à d'autres succès récents de l'industrie de défense britannique, notamment un contrat de 10 Md£ avec la Norvège (navire anti-sousmarins) et un contrat de 8 Md£ avec la Turquie (avions de chasse Typhoon).

Par ailleurs, en marge du Dubai Air Show où s'est rendu le ministre du Commerce Chris Bryant, d'importantes commandes pour des avions Airbus (dont les ailes sont produites au Pays de Galles et les moteurs Rolls Royce à Derby) ont été annoncées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtrésor.gouv.fr, karine.maillard@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangue, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr